

+Table des matières

Avant-propos.....	4
INTRODUCTION	5
1. RECETTES	7
1.1 Recettes fiscales	8
1.1.1 Principales réalisations	9
1.1.2 Répartition par nature fiscale.....	10
1.2. Recettes non fiscales	11
1.3. Recettes pétrolières	13
2. DÉPENSES	14
2.1. Dépenses courantes	14
2.2. Dépenses d'équipement	17
2.2.1 Dépenses d'investissement sur financement intérieur.....	17
2.2.1.1. Affaires Économiques.....	19
2.2.1.2 Action et protection Sociale	20
2.2.1.3 Services publics généraux.....	20
2.2.1.4 Enseignement	21
2.2.1.5 Protection de l'environnement	21
2.2.1.6 Aménagements collectifs et logements	21
2.2.1.7 Ordre et Sécurité Publique	22
2.2.1.8 Affaires islamiques, culture et loisirs.....	22
2.2.1.9 Santé.....	22
2.2.1.10 2.2.2 Dépenses d'investissements sur financement extérieur	23
2.2.1.11 2.2.2.1 Développement rural	24
2.2.1.12 2.2.2.2 Développement industriel.....	24
2.2.1.13 2.2.2.3 Aménagement du territoire	25
2.2.2.4 Ressources humaines	25
2.2.2.5 Développement institutionnel	25

2.2.1.14	2.2.2.6 Projets multisectoriels	26
2.3.	Classification fonctionnelle des dépenses.....	27
3.	SOLDES.....	29
4.	FINANCEMENT.....	31
4.1.	Financement intérieur.....	31
4.2.	Financement extérieur	32
	CONCLUSION	34
	ANNEXES.....	35
	Annexe1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1er semestre 2024	36
	Annexe 2 : Classification fonctionnelle des dépenses.....	47
	Annexe 3 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs.....	52

Sigles et abréviations

ANRPTS	:	AGENCE NATIONALE DES REGISTRES DES POPULATIONS ET TITRES SECURISES
BCM	:	BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE
BCI	:	BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT
BIC	:	BENEFICIE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
BNC	:	BENEFICE NON COMMERCIAL
CAS	:	COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE
FAID	:	FONDS D'AIDE ET D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT.
FMI	:	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
IMF	:	IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE
ITS	:	IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
LFI	:	LOI DE FINANCES INITIALE
LFR	:	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
MDS	:	MILLIARDS
OCDE	:	ORGANISATION POUR LA CONFERENCE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
PIB	:	PRODUIT INTERIEUR BRUT
SNIM	:	SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE
TOFE	:	TABEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
TPS	:	TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES
TVA	:	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
PNDSE	:	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EDUCATION

AVANT-PROPOS

Conformément à l'article 68 de la constitution, le Ministère des Finances établit à l'attention de l'Assemblée Nationale, un rapport semestriel sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les dépenses, les recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant les six premiers mois de l'année concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'exécution du budget de l'État pour l'exercice en cours et permet d'évaluer les résultats observés par rapport aux mêmes périodes de l'année précédente. Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde budgétaire de l'État.

Le présent rapport est élaboré sur la base des statistiques des finances publiques, agrégées dans le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), qui est publié mensuellement sur le site internet de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique www.tresor.mr.

Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre d'un code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, contribuant à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public et permettant à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire de la Mauritanie de se tenir informé de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques.

INTRODUCTION

L'exécution du budget au titre de l'exercice 2024 s'inscrit dans un contexte international marqué par un tassement des prix de l'énergie et des denrées alimentaires dans l'ensemble. La croissance¹ mondiale devrait se maintenir à 2,6% en 2024 et l'inflation mondiale reflue à 3,5% en 2024.

Dans l'ensemble des économies en développement, la croissance devrait légèrement fléchir par rapport à 2023 pour s'établir, en moyenne, à 4% en 2024-2025, tandis qu'elle devrait s'accélérer dans les pays à faible revenu pour atteindre 5% en 2024, contre 3,8 en 2023.

En 2024,

Au niveau national², la croissance économique devrait atteindre 4,3% contre 3,4% en 2023, et le taux d'inflation a fortement ralenti pour atteindre 2,6% en Février 2024 contre 9% en Février 2023. Les prévisions de la loi des finances pour l'année 2024, ont établi le montant des ressources du budget de l'État à 101,91 Milliards MRU (hors financement du déficit) et le montant des charges du budget de l'État à 108,12 Milliards MRU, soit une augmentation d'environ 2% par rapport à l'année dernière (106,36 Milliards MRU) et un déficit budgétaire prévu de 6,2 Milliards MRU pour cette année.

Cette augmentation du volume du budget, par rapport à l'année précédente, est essentiellement imputable à l'augmentation des recettes fiscales de +12%, prévues à 66 Milliards MRU, et à l'accroissement des dépenses, aussi bien d'investissement que des comptes spéciaux, tous deux de +5%.

Durant le premier semestre de l'année en cours, l'exécution du budget a affiché un surplus budgétaire global de 1,14 Mds MRU, les réalisations au niveau des ressources budgétaires ont montré un taux d'exécution de 45% des prévisions annuelles des recettes totales de l'État (LFI 2024). Comparé au premier semestre de l'année précédente, les recettes réalisées ont connu une augmentation d'environ 15%, passant de 39,98 à 45,84 Milliards MRU. Cette augmentation est essentiellement due aux recettes fiscales, qui se sont situées à 30,60 Milliards MRU pour les six premiers mois de l'année 2024, contre 23,94 Milliards MRU pour la même période de l'année précédente, soit une performance d'environ 28% du taux de réalisation de la période.

Au cours de la même période, le total des dépenses et prêts nets s'est chiffré à 44,70 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 42% des prévisions de la loi des finances initiale. Par rapport aux dépenses exécutées au premier semestre de 2023, qui avaient atteint 42,64 Milliards MRU, les dépenses de l'État ont augmenté de 5% en 2024.

Le présent rapport retrace les détails de l'exécution des recettes et dépenses de l'État, par rapport aux prévisions budgétaires de l'année et à l'exécution de l'année précédente, et selon la nomenclature économique. Il donnera aussi un aperçu des dépenses d'investissements qui constituent un levier majeur de la politique générale du Gouvernement.

¹ Données de la Banque Mondiale

² Données du Fonds Monétaire International

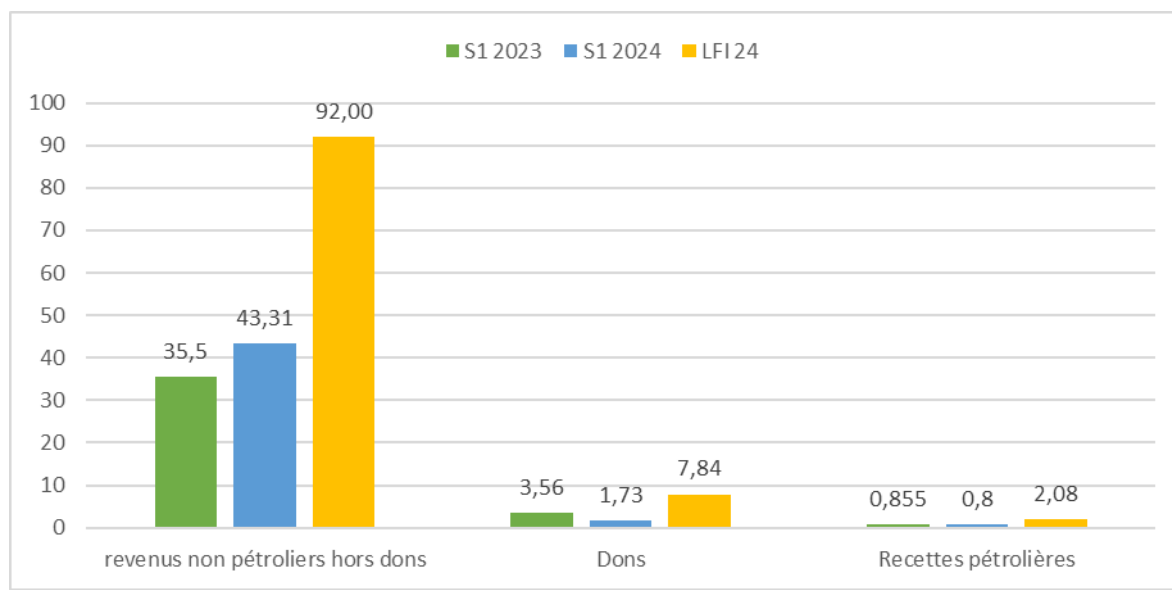
Une analyse des dépenses selon la classification fonctionnelle sera également abordée, considérant la répartition des dépenses sur les secteurs de l'économie et singularisant, en particulier, les dépenses destinées à la lutte contre la pauvreté.

Aussi, et malgré le fait qu'elles soient en dehors du périmètre de la comptabilité publique actuelle, un aperçu des dépenses d'investissement sur financement extérieur sera présenté, et ce afin d'améliorer la visibilité de la totalité des dépenses d'investissement au premier semestre 2024 et montrer le poids relatif des investissements au niveau de différents secteurs de l'économie nationale.

Enfin, une analyse des soldes résultants des opérations de recettes et de dépenses exécutées au premier semestre de 2024, et des différents postes de financement sera présentée.

1. RECETTES

Au terme du premier semestre 2024, le taux de réalisation des recettes de l'État a atteint 45% des objectifs de la LFI pour l'année³ 2024. Les recettes de l'État s'élèvent à 45,84 Milliards MRU, soit une augmentation de 14,6% par rapport à la même période de l'année précédente.



Graphique 1 : Répartition des recettes totales par rapport à 2024

³Le présent document rapporte les réalisations, en recettes comme en dépenses, de la période sous revue aux objectifs annuels de la Loi de Finances à titre indicatif. Il ne tient pas compte de la saisonnalité des recettes ni de la tendance du rythme de dépenses à s'accélérer dans la seconde partie de l'année et ne peut, par conséquent, servir à mesurer la performance ou à faire des prévisions sur l'exécution future du budget de l'Etat.

Tableau des opérations financières de l'État	S1 2024	LFI 2024	S1 2023	Tx réal.	Tx évol.
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	45,84	101,92	39,98	45%	15%
Revenus non pétroliers et dons	45,04	99,84	39,13	45%	15%
Revenus non pétroliers hors dons	43,31	92	35,56	47%	22%
Recettes fiscales	30,6	64,51	23,93	47%	28%
Recettes non fiscales	12,76	27,49	11,62	46%	10%
Dons	1,73	7,84	3,56	22%	-51%
Recettes pétrolières	0,8	2,08	0,855	38%	-6%

T1: Réalisation des recettes de l'Etat- S1 2024

Les revenus non pétroliers (hors dons) ont atteint 43,31 Milliards MRU soit une augmentation de 7,81 Milliards MRU (22%) par rapport au premier semestre de 2023 et un taux de réalisation de 47% des objectifs de la Loi de Finances.

Les dons, qui regroupent les dons projets et les appuis budgétaires, ont atteint 1,73 Milliards MRU avec un taux de réalisation de 22% par rapport aux prévisions de la LFI 2024 (7,84 Milliards MRU). Les dons ont enregistré une diminution de 1,83 Milliards MRU par rapport à 2023 (-51%) imputable à la baisse des aides budgétaires de la période, passant de 2 Milliards à 0,04 Milliards MRU.

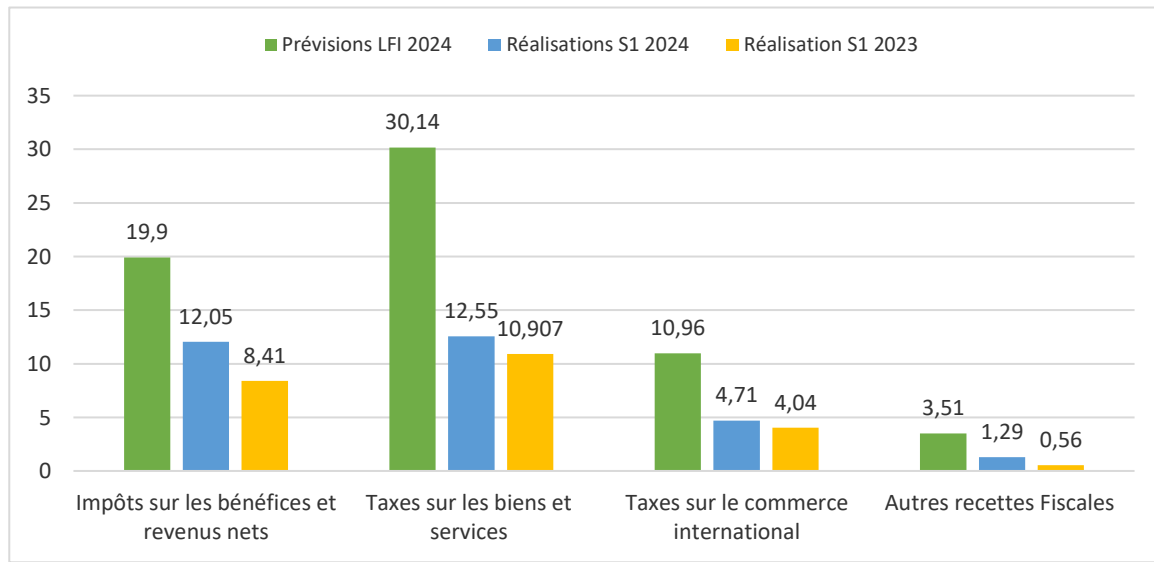
Quant aux recettes pétrolières, elles se sont établies à hauteur de 0,80 Milliards MRU pour le premier semestre de 2024, soit une diminution de 0,055 Milliards MRU par rapport au premier semestre de 2023 expliquée par la contreperformance des recettes non fiscales (pétrolières) passées de 0,85 Milliards l'année dernière à 0,75 Milliards MRU.

1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été collectées durant le premier semestre 2024 à hauteur de 30,60 Milliards MRU, pour un objectif annuel de 64,5 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 47% des prévisions.

Globalement, les réalisations du 1er semestre 2024 ont augmenté de 6,67 Milliards MRU par rapport aux recettes fiscales collectées pour la même période de l'année précédente (23,93 Milliards MRU en 2023), soit une évolution de 28%.

1.1.1 Principales réalisations



Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales au premier semestre 2024

Les Impôts sur les bénéfices et revenus net, les taxes sur le commerce international et les taxes sur les biens et services ont été réalisés respectivement à 61%, 42% et 43% par rapport aux prévisions budgétaires de l'année 2024.

Les impôts sur les bénéfices et revenus se sont élevés à 12,05 Milliards MRU, soit une augmentation de 43% par rapport au premier semestre de 2023, qui s'était établi à 8,42 Milliards MRU.

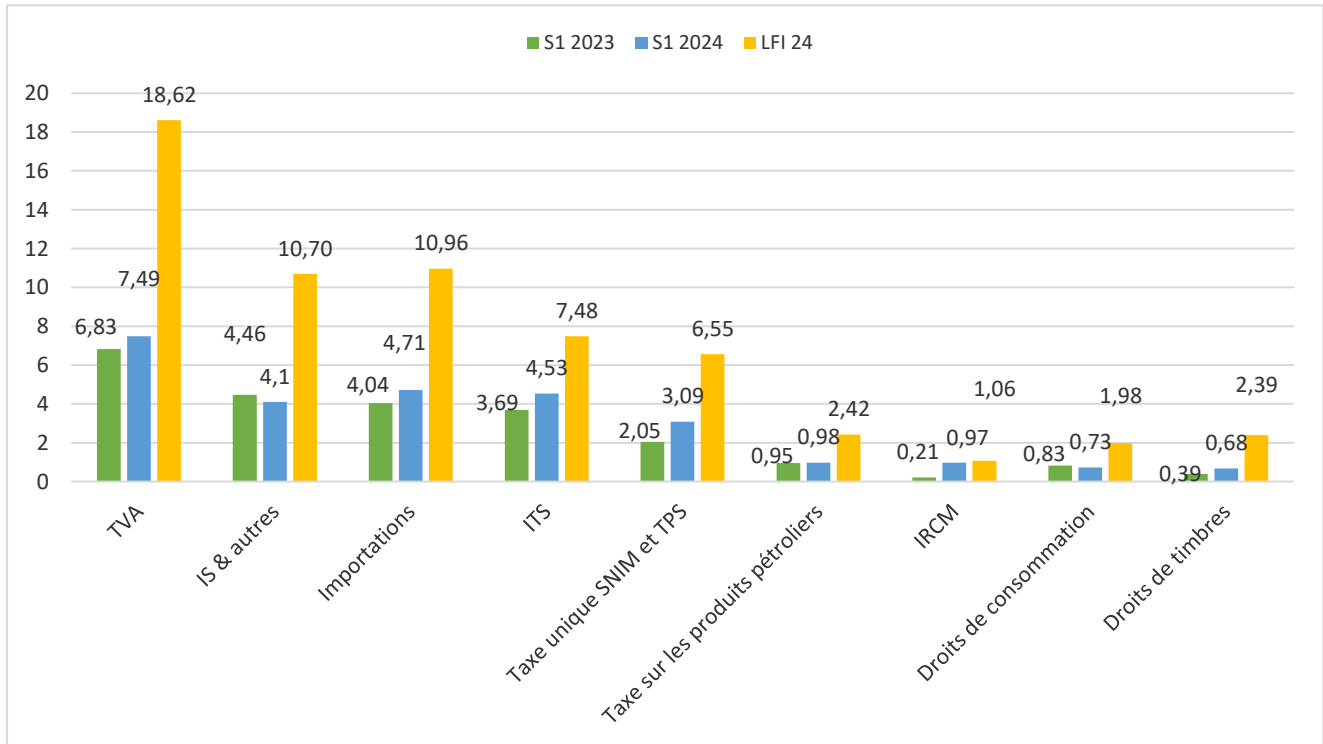
Les taxes sur les biens et services ont atteint 12,05 Milliards MRU, et une augmentation de 15% par rapport au premier semestre de 2023, qui s'était établi à 10,91 Milliards MRU.

Les taxes sur le commerce international ont dépassé les réalisations de la même période de l'année dernière de près de 17% pour se situer à 4,71 Milliards MRU contre 4,04 Milliards MRU.

Avec une réalisation de 1,29 Milliards MRU, les autres recettes fiscales qui regroupent, entre autres, les droits de timbres et les impôts sur la propriété ont connu une augmentation de 130% par rapport au premier semestre de 2023 (0,56 Milliards MRU). Cette augmentation est imputable essentiellement aux droits de timbres qui ont augmenté de 0,68 Milliards MRU.

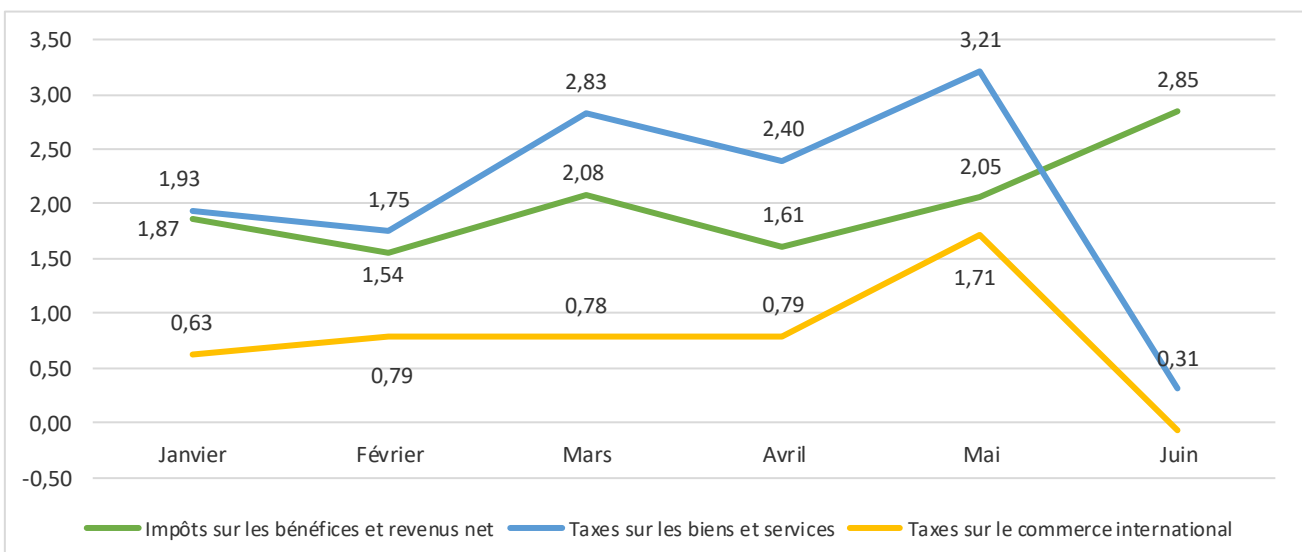
1.1.2 Répartition par nature fiscale

La bonne performance des recettes fiscales a été notée particulièrement au niveau des réalisations de la TVA, de l'impôt sur les sociétés, des taxes sur les importations et de l'ITS.



Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature

La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales pour une contribution de 22%, suivie par les taxes sur les importations et l'ITS avec des parts respectives de 13% et 12% des recettes fiscales.



Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales durant le premier semestre 2024

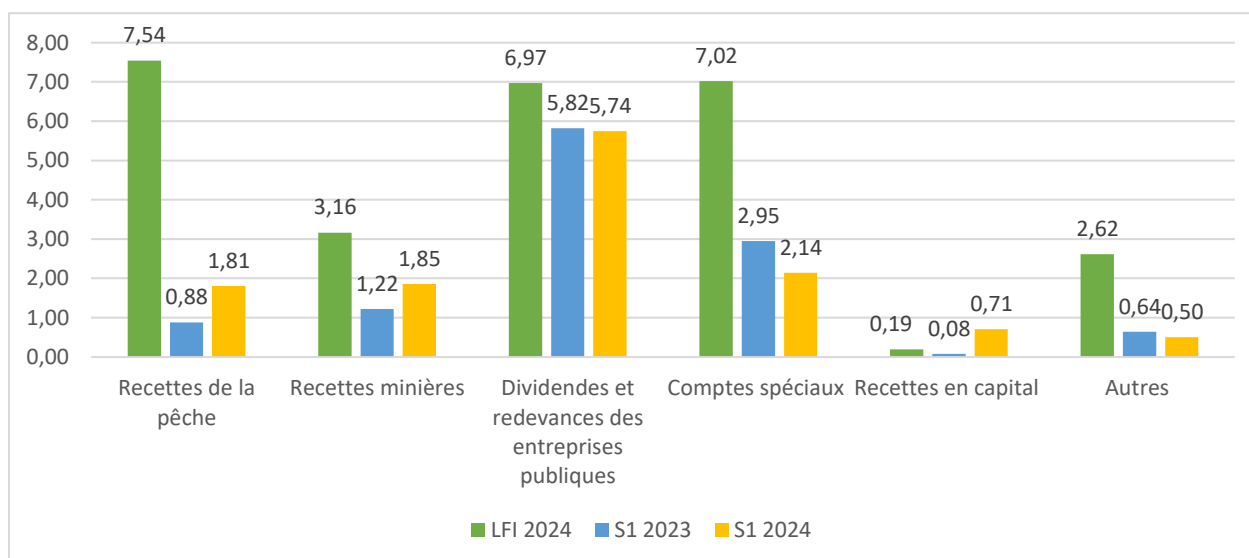
Les réalisations des différentes natures de recettes fiscales ont montré des variations tout au long du semestre reflétant principalement la saisonnalité du calendrier fiscal.

- Les impôts sur les bénéfices et revenus net ont montré une évolution irrégulière tout au long de ce semestre enregistrant leurs pics aux mois de mars et de juin. Ce comportement s'explique en partie par le BIC, dont la date limite de déclaration est fixée au 31 Mars et le règlement du deuxième acompte de l'impôt sur les sociétés avant le 30 Juin ;
- Les taxes sur les biens et services ont connu une fluctuation remarquable avec un pic au mois de Mai d'un montant de 3,21 Milliards MRU ;
- Les taxes sur le commerce international sont restées stables durant la période autour d'une valeur relativement faible par rapport aux autres taxes (0,7 Milliards MRU en moyenne), sauf un pic au mois de Mai de 1,71 Milliards MRU.

Il convient ici de signaler que le niveau faible, au mois de Juin, des taxes sur les biens et services, notamment la TVA, et des taxes sur le commerce international est imputable au mécanisme de prise en charge des crédits .

1.2. Recettes non fiscales

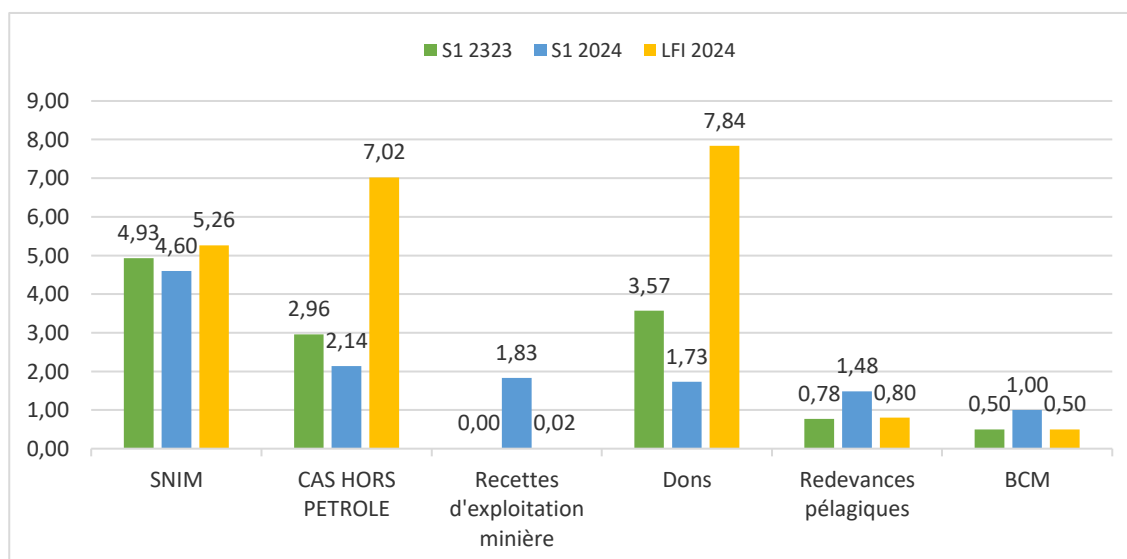
Les recettes non-fiscales ont atteint durant le premier semestre 2024, un montant de 12,76Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 46% des prévisions annuelles, et une augmentation de 10% par rapport au premier semestre de 2023.



Graphique 5 : Recettes non-fiscales

Les données ci-dessus montrent que les deux principaux postes de recettes non fiscales sont les dividendes et redevances des entreprises publiques et les comptes spéciaux, avec des apports respectifs de 45% et 17% du total de la rubrique.

- Les dividendes et redevances des entreprises publiques se sont élevées à 5,74 Milliards MRU et ont été réalisés à hauteur de 82% des prévisions annuelles de la LFI (6,97 Milliards MRU). Ils ont, néanmoins, connu une diminution de 0,08 Milliards MRU par rapport au premier semestre de l'année précédente imputable essentiellement à une sensible contre-performance des dividendes de la SNIM qui se sont chiffrés à 4,6 Milliards contre 4,9 Milliards MRU au premier semestre de l'année dernière.
- Les recettes des comptes spéciaux se sont situées à 2,14 Milliards MRU au premier semestre de 2024, réalisant 30% de l'objectif annuel et une diminution de 27% par rapport à la même période de l'année dernière.
- Les recettes minières ont atteint 1,85 Milliards MRU représentant 59% des prévisions annuelles (3,16 Milliards MRU). Cette performance est imputable à l'extraction minière qui a atteint 1,83 Milliards MRU contre 0,04 Milliards au premier semestre de l'année dernière.
- Les recettes de la pêche, réalisées à 24% des prévision annuelles, ont enregistré une augmentation importante par rapport au premier semestre de l'année précédente atteignant un montant de 1,81 Milliards MRU contre 0,88 Milliards MRU au premier semestre 2023, soit une augmentation de 106% imputable aux redevances de pêches qui sont passées de 0,77 Milliards au premier semestre de 2023 à 1,48 Milliards MRU au 30 Juin 2024.



Graphique 6 : Performances détaillées des recettes non fiscales et dons

Globalement les apports importants des recettes non fiscales et dons proviennent :

- Des dividendes de la SNIM avec apport de 4,60 Milliards MRU ;
- Des comptes d'affectation spéciale (CAS) hors pétrole qui ont enregistré un montant de 2,14 Milliards MRU ;
- Des recettes d'exploitation minière à hauteur de 1,83 Milliards MRU ;
- Des dons projets en se situant à 1,73 Milliards MRU ;

1.3. Recettes pétrolières

L'ensemble des recettes pétrolières, y compris les recettes fiscales des opérateurs de recherche et d'exploitation sont reversées dans le Fonds National des Revenus des Hydrocarbures ouvert à la Banque de France. Les versements à ce compte sont soumis au respect d'une codification conjointement établie par le Ministère du Pétrole et le Ministère des Finances. Cependant, les recettes du secteur gazier, notamment les recettes du projet GTA, sont versées au niveau d'un compte d'opération dédié à cet effet, sous la racine du Compte Unique du Trésor ouvert à la Banque Centrale.

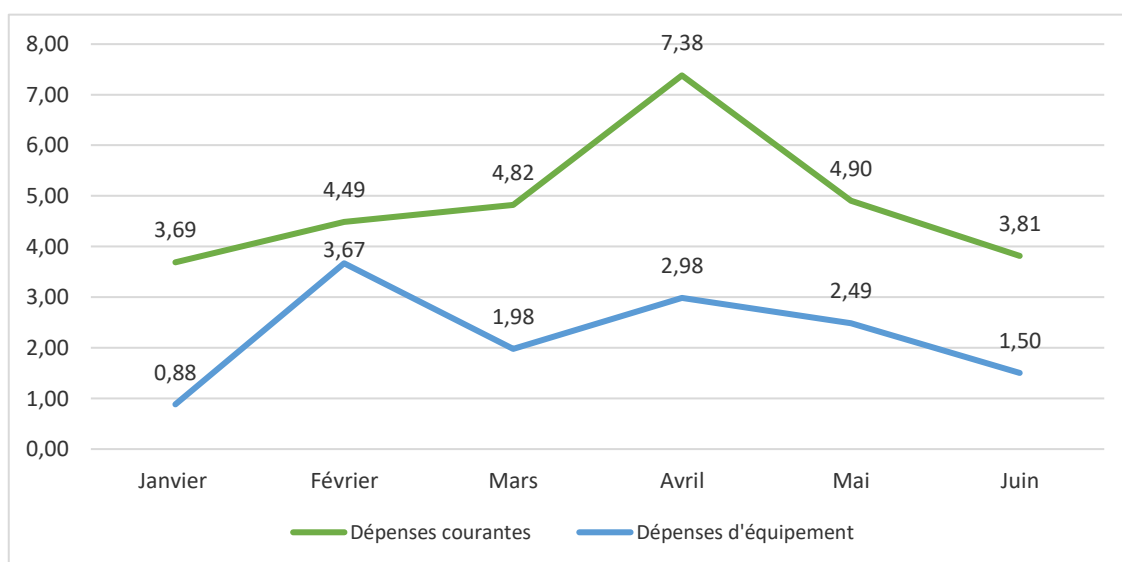
Recettes pétrolières	S1 2023	S1 2024	LFI 2024
Recettes pétrolières	0,85	0,80	2,08
Recettes fiscales	0	0,06	0
Recettes non fiscales	0,85	0,75	2,08
<i>Dont GTA</i>	<i>0,53</i>	<i>0,05</i>	<i>0</i>

T2 : Recettes pétrolières – premier semestre 2024

Globalement, les recettes pétrolières, réalisées à hauteur de 39% des objectifs annuels (2,08 Milliards MRU), ont connu une baisse de 0,05 Milliards MRU, par rapport au premier semestre de 2023, sous l'effet de la régression des recettes non fiscales (-0,1 Milliards MRU) où les recettes GTA ont diminué de 0,48 Milliards MRU.

2. DÉPENSES

L'exécution des dépenses au cours du premier semestre de l'année 2024 s'est élevée à 44,70 Milliards MRU (total des dépenses et prêts nets), soit un taux de 42% des prévisions annuelles de la LFI. Ce taux d'exécution traduit le calendrier d'exécution budgétaire et la tendance du rythme des dépenses à s'accélérer durant la deuxième partie de l'année. Globalement, les dépenses du budget de l'État ont augmenté de 5% par rapport aux dépenses du premier semestre de l'année précédente qui s'étaient élevées à 42,64 Milliards MRU (soit un surplus de 2,06 Milliards MRU).



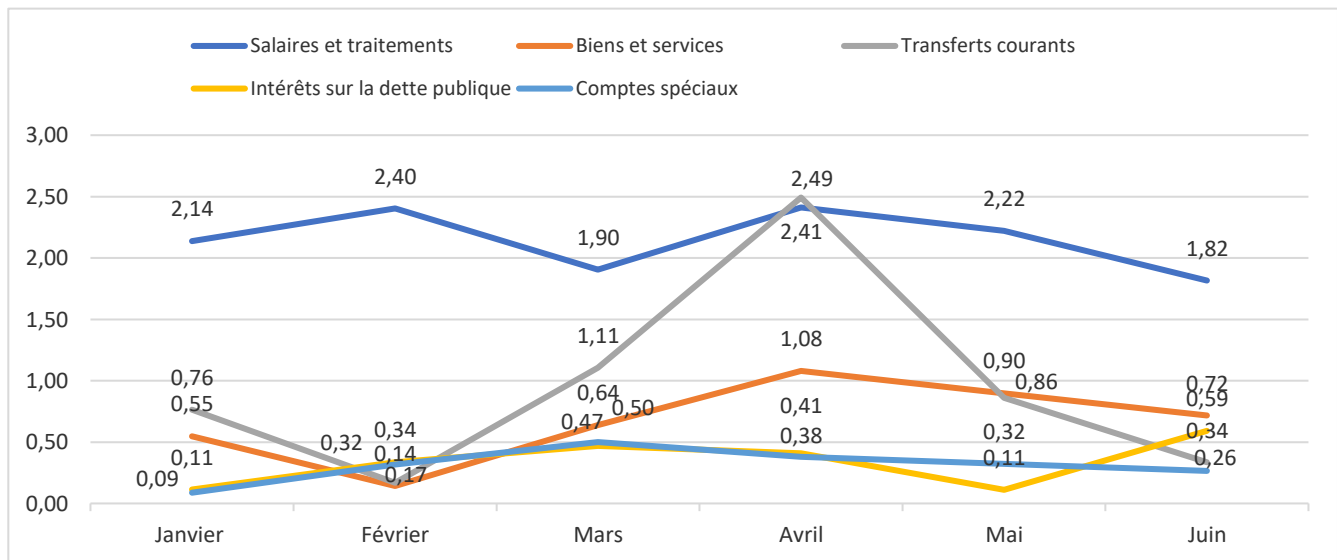
GRAPHIQUE 7 : Évolution des dépenses durant le premier semestre 2024

Les principales catégories de dépenses ont montré des variations du rythme d'exécution au cours du semestre avec un pic au mois d'Avril pour les dépenses courantes et en Mars pour les dépenses d'équipement.

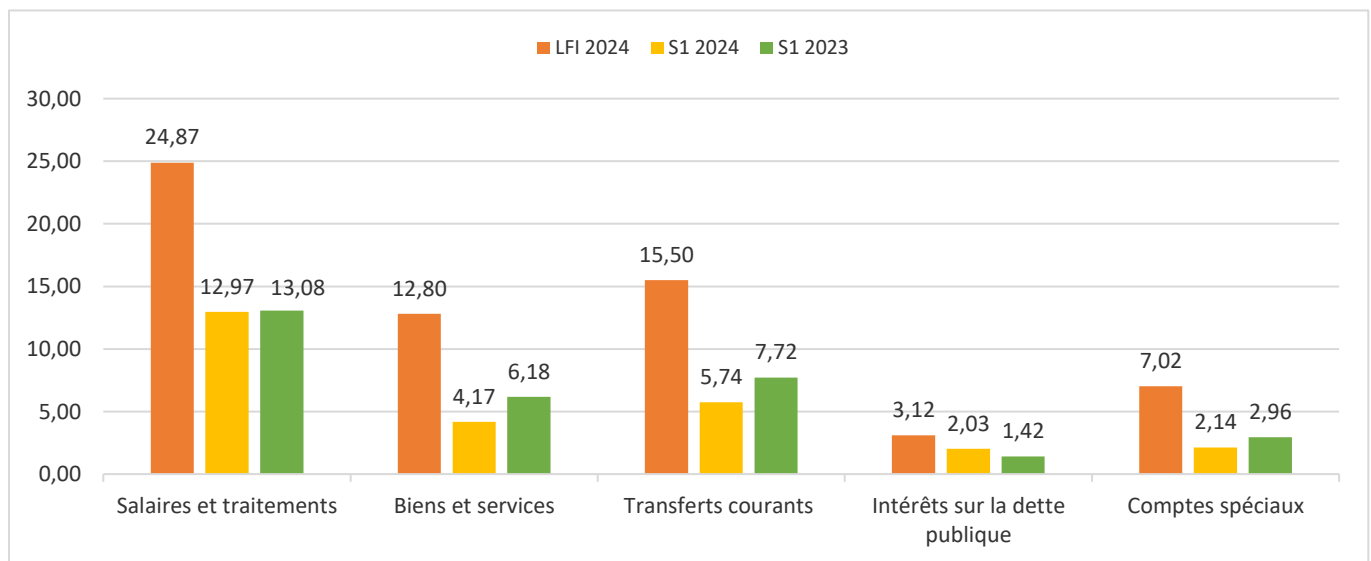
2.1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes se sont établies pour le premier semestre 2024 à 29,64 Milliards MRU pour une prévision annuelle de 66,24 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 45%. Elles ont enregistré une régression de 7% par rapport au premier semestre de l'année dernière où elles s'étaient établies à 31,96 Milliards MRU.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024



Graphique8 : Evolution des dépenses courantes



Graphique 9 : Réalisation des dépenses courantes

Les graphiques ci-dessus font ressortir les constats suivants :

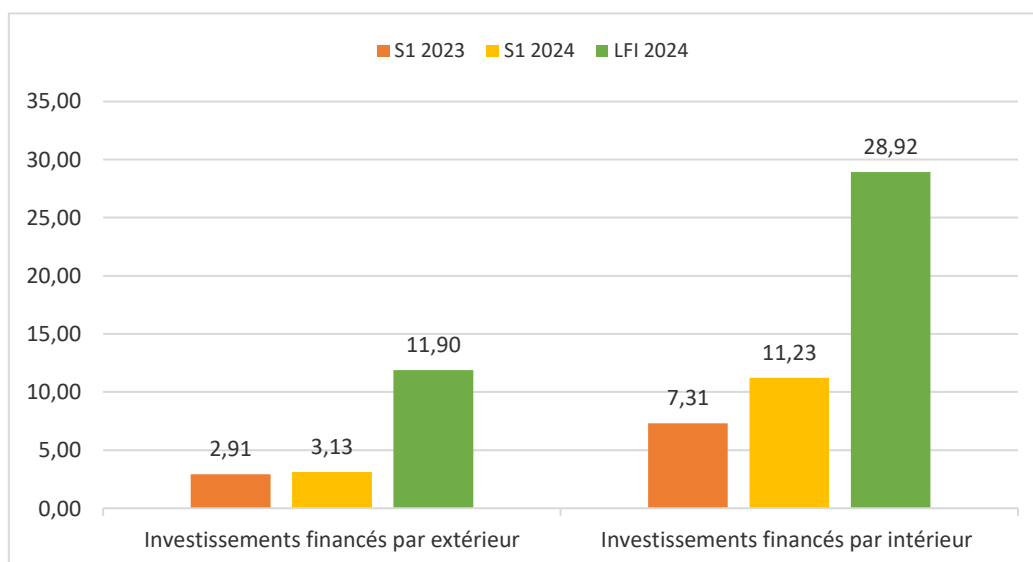
- La masse salariale, exécutée à hauteur de 52% des prévisions annuelles (24,87 Milliards MRU) pour une somme de 12,97 Milliards MRU, a sensiblement régressé (-1%) par rapport à la même période de l'année dernière passant 13,08 Milliards à 12,97 Milliards MRU ;
- Les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur 4,17 Milliards MRU, soit une réalisation de 33% des objectifs annuels et une diminution de 33% par rapport au premier semestre 2023 (6,18

Milliards MRU). Les biens et services ont connu des extremums en Février et en Avril avec des dépenses s'élevant respectivement à 0,14 et 1,08 Milliards MRU ;

- Les transferts courants ont été exécutés à hauteur de 5,74 Milliards MRU, soit 37% des prévisions annuelles (15,5 Milliards MRU). Les transferts ont connu une diminution de 26% par rapport à l'année dernière (7,72 Milliards MRU) et enregistré des valeurs minimales et maximales en Février et Avril, respectivement de 0,17 et 2,49 Milliards MRU ;
- Les intérêts de la dette publique se sont élevés à 2,03 Milliard MRU pour une prévision annuelle de 3,12 Milliards MRU, soit une réalisation de 65% des objectifs. Par rapport au premier semestre de 2023 (1,42 Milliards MRU) les intérêts de la dette publique ont augmenté de 43%. Cette augmentation s'explique, entre autres, par l'augmentation du stock de la dette intérieure et des taux d'intérêts, accordés sur celle-ci, qui sont passés de 5,45% à 7,5% (moyennes S1 2023 et S1 2024, tous types d'émissions confondus); mais aussi, par la progression du taux de change USD/MRU de 34,47 au 30 Juin 2023 à 39,54 au 30 Juin 2024 ;
- Les comptes spéciaux ont atteint 2,14 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 30% des prévisions budgétaires annuelles. Les dépenses des comptes spéciaux ont diminué de 28% par rapport au premier semestre de 2023 passant de 2,96 à 2,14 Milliards MRU et leur rythme des dépenses est resté pratiquement stable depuis le mois de Février.

2.2. Dépenses d'équipement

Au premier semestre de l'année 2024, les dépenses d'investissement ont atteint 14,35 Milliards MRU, pour un objectif annuel de 40,82 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 35% des prévisions. Ces dépenses regroupent 11,23 Milliards MRU correspondant aux investissements sur financement intérieur (78%) et 3,13 Milliards en investissements sur financement extérieur (22%). Elles ont montré une progression de 4,13 Milliards MRU par rapport au 1^{er} semestre 2023 (10,22 Milliards MRU) équivalent à un taux d'évolution de 40% imputable à l'augmentation du niveau d'investissement sur fonds propres de 54% (3,92 Milliards MRU) entre les premiers semestres des deux années.



Graphique 10 : Dépenses d'équipement

2.2.1 Dépenses d'investissement sur financement intérieur

Durant ces dernières années, en raison du contexte particulier induit par les conséquences de la pandémie du COVID-19, l'État a consenti à des efforts soutenus pour maintenir un niveau élevé des dépenses d'investissements, en marge de sa politique générale visant, entre autres, à redynamiser l'économie nationale et doter le pays des infrastructures nécessaires à son développement.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du poids des dépenses d'investissement dans la structure de la croissance, cette partie du rapport restitue pour les six premiers mois de 2024, les dépenses d'investissement payées effectivement et ce à travers une analyse sectorielle conformément à la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG en anglais) qui suppose une ventilation détaillée des dépenses par fonction, ou objectifs socioéconomiques poursuivis par les administrations publiques.

Cette ventilation s'inscrit dans un ensemble de quatre classifications référencées sous le terme de nomenclature des dépenses par fonction décrites dans le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 au niveau des chapitres 6.96 à 6.104. Ces classifications ont été élaborées par l'OCDE pour offrir un cadre normatif de

comparaison des budgets des États. Il convient ici de mentionner que l'objectif poursuivi par ce rapport est de rendre compte sur l'utilisation des moyens financiers de l'État, et non de faire un compte rendu des projets d'investissement exécutés au niveau des départements sectoriels.

Au cours de la période sous revue, les dépenses d'investissement sur financement intérieur se sont élevées à 12,69 Milliards MRU. Il convient ici de mentionner que l'écart (1,46 Milliards MRU) entre les investissements sur financement intérieur tels qu'ils figurent sur le TOFE et sur la classification fonctionnelle résulte de la non prise en charge des ordonnancements au niveau du TOFE (base paiements) et de la non prise en charge des avances au niveau de la classification (base ordonnancement).

Ces dépenses sont réparties conformément à la ventilation CFAP au tableau suivant :

Dépenses d'investissement de l'État par fonction principale	Exécution (S1 2024)
Affaires économiques	4 525 561 991,11
Action et protection sociale	2 488 758 246,16
Services publics généraux	1 277 645 888,76
Enseignement	1 252 914 220,59
Protection de l'environnement	1 175 999 222,68
Défense	1 172 400 526,00
Aménagements collectifs et logements	376 039 057,42
Ordre et sécurité publique	233 666 329,11
Affaires islamiques, culture et loisirs	149 065 834,60
Santé	39 968 649,41
Total général	12 692 019 965,84

T3: Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale

Les différentes fonctions sont abordées dans les parties qui suivent en vue de mettre l'accent sur les principaux postes des dépenses d'investissement.

2.2.1.1. Affaires Économiques

Cette fonction principale inclue toutes les dépenses structurantes visant le développement des secteurs les plus importants pour l'économie du pays, et représente 36% des dépenses d'investissements. L'exécution de ces dépenses a atteint 4,52 Milliards MRU au cours du premier semestre de l'année en cours.

Libellé	Montant
Transport	2 975 388 495,26
Développement rural	1 012 158 400,20
Combustibles et énergie	306 094 742,28
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	169 376 942,17
Affaires concernant la recherche et le développement économique	41 546 068,16
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	19 840 403,04
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	1 156 940,00
Total général	4 525 561 991,11

T4 : Dépenses des affaires économiques

Les dépenses liées aux transports ont atteint 2,97 Milliards MRU enregistrant la première position dans cette fonction et ont montré une augmentation de 1,68 Milliards MRU par rapport à la même période de l'année dernière (1,29 Milliards MRU). Elles incluent les infrastructures routières notamment pour les décomptes de construction et de réhabilitation de routes, d'extension de voiries et de maintenance routière. Le volet de maintenance des routes ainsi que le désenclavement de quelques petites localités sont aussi inclus dans cette enveloppe.

La sous-fonction « Développement rural », qui vise l'assurance d'un accroissement soutenu de la production alimentaire ainsi que la sécurité alimentaire sur l'étendue du territoire national, dont les dépenses s'élèvent à 1,01 Milliards MRU, constitue la deuxième rubrique en termes d'exécution, au niveau des dépenses d'investissement de la fonction affaires économiques, et est répartie principalement entre les secteurs de la pêche et de l'agriculture.

Libellé	Montant
Agriculture	673 972 508,30
Affaires générales concernant le développement rural	229 475 891,90
Pêche	108 710 000,00
Total général	1 012 158 400,20

T5 : Dépenses d'investissement du développement rural

L'exécution des dépenses de la sous-fonction « combustibles et énergie » est de l'ordre de 0,30 Milliards MRU. Elles se sont inscrites dans le cadre du soutien de l'énergie renouvelable.

Enfin, la sous-fonction « Industries extractives, industries de transformation et bâtiments et travaux publics » dont les dépenses s'élèvent à 0,17 Milliards MRU, constitue la quatrième principale rubrique d'investissement au niveau de cette fonction. Il s'agit là de réhabilitations ou de constructions de bâtiments de Wilayas, de Moughataas ou arrondissements mais aussi de certains décomptes de quelques édifices publics.

2.2.1.2 Action et protection Sociale

Les dépenses de l'action et protection sociale se sont chiffrées à 2,48 Milliards MRU. Ce montant s'explique par le contexte particulier de l'année 2024 où le conflit Russo-ukrainien, est venu s'ajouter aux conséquences néfastes de la pandémie, exigeant des appuis ponctuels aux populations les plus vulnérables.

Les dépenses de l'action et protection sociale ont pour l'essentiel servi à appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté et les séquelles d'esclavage, et ceux de la petite enfance, de la promotion féminine et de la famille.

2.2.1.3 Services publics généraux

Les dépenses de cette fonction regroupent les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrées de l'État qui ont atteint 10% des dépenses d'investissement au premier semestre 2024.

Libellé	Montant
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	892 667 829,82
Services généraux de l'administration	237 712 889,00
Services des affaires financières et budgétaires	83 979 146,43
Recherche fondamentale	50 983 394,51
Services publics généraux non classés ailleurs	12 302 629,00
Total général	1 277 645 888,76

T6 : Dépenses des Services Publics Généraux

Les dépenses relatives aux Services Publics Généraux, se sont situées à 1,27 Milliards MRU.

La rubrique « Services généraux de l'administration » correspond essentiellement aux subventions du Fonds Régional de Développement (FRD) allouées aux communes.

Pour ce qui est du fonctionnement des organes législatifs et exécutifs et des affaires étrangères, il s'agit pour l'essentiel de la contribution du gouvernement au programme d'appui à la décentralisation.

Quant à la rubrique « Services publics généraux non classés ailleurs », elle correspond exclusivement à l'appui à l'ANRPTS (Agence National du Registre des Populations et des Titres Sécurisés).

2.2.1.4 Enseignement

L'investissement dans le secteur de l'éducation a atteint 1,25 Milliards MRU, ce qui représente 10% des dépenses d'investissements, réalisant ainsi une progression de 0,24 Milliards MRU par rapport à l'année 2023. Ce montant n'inclut pas les dépenses effectuées sur le compte d'affectation spéciale du PNDSE.

Libellé	Montant
Enseignement du troisième degré	1 214 120 935,00
Enseignement n.c.a.	34 339 927,59
Enseignement non défini par le niveau	3 144 008,00
Enseignement secondaire	1 309 350,00
Total général	1 252 914 220,59

T7 : Ventilation des dépenses « Enseignement »

2.2.1.5 Protection de l'environnement

Globalement les dépenses d'investissement relatives à la protection de l'environnement représentent 9% des dépenses totales d'investissements soit 1,17 Milliards MRU.

Libellé	Montant
Protection de la biodiversité et de l'environnement	644 318 012,51
Gestion des eaux usées	514 507 244,17
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	17 173 966,00
Total général	1 175 999 222,68

T8 : Dépenses de la protection de l'environnement

Au regard du premier semestre de l'année 2023, celles-ci ont évolué de 11%, soit un montant de 0,12 Milliards MRU.

2.2.1.6 Aménagements collectifs et logements

Les dépenses des Aménagements collectifs et logements ont atteint 0,37 Milliards MRU, soit 3% des dépenses d'investissement totales, allouées principalement à l'approvisionnement en eau potable.

2.2.1.7 Ordre et Sécurité Publique

Les dépenses liées à l'ordre et à la sécurité publique ont été exécutées à hauteur de 0,23 Milliards MRU.

Libellé	Montant
Ordre et sécurité n.c.a.	127 536 500,00
Services de protection contre l'incendie	55 500 000,00
Services de la justice	40 914 121,72
Prisons	9 715 707,39
Total général	233 666 329,11

T9 : Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique

2.2.1.8 Affaires islamiques, culture et loisirs

L'investissement au niveau des Affaires islamiques, culture et loisirs représentent 1% des dépenses d'investissement réparties conformément au tableau ci-après.

Libellé	Montant
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	111 058 024,00
Services concernant les affaires islamiques	24 992 257,60
Services concernant la culture	13 015 553,00
Total général	149 065 834,60

T10 : Ventilation des dépenses « des Affaires islamiques, culture et loisirs »

Au titre de l'année 2024 l'exécution des dépenses de la fonction « Affaires islamiques, culture et loisirs » est de l'ordre de 0,15 Milliards MRU.

2.2.1.9 Santé

Le secteur de la santé demeure l'un des secteurs prioritaires pour le pays, et est au cœur de la politique générale du Gouvernement visant à rapprocher l'offre de soins des populations les plus vulnérables, à travers la

disponibilité des équipements et médicaments essentiels ainsi que de ressources humaines qualifiées et limiter par ce biais la vulnérabilité du secteur et notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur dans ce domaine.

Une grande partie des dépenses liées à la santé sont cependant exécutées au niveau du budget de fonctionnement.

La ventilation des dépenses d'investissement de la santé au premier semestre de 2024 est reflétée par le tableau ci-dessous où l'appui au service des affaires générales concernant la santé représente 75% des dépenses d'investissement de la santé en 2023.

Libellé	Montant
Affaires générales concernant la santé	29 968 649,41
Consultations externes	10 000 000,00
Total général	39 968 649,41

T11 : Dépenses d'investissement du secteur de la santé

2.2.1.10 2.2.2 Dépenses d'investissements sur financement extérieur

La Mauritanie a mis en place plusieurs réformes pour améliorer son attractivité, dont le Conseil Supérieur pour l'Amélioration du Climat des Affaires, la Chambre Internationale de Médiation, ainsi que le Guichet unique rattaché à la nouvelle Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie « APIM ». Cette dernière est un établissement public à caractère administratif chargé de la politique nationale dans le domaine de la promotion des investissements, avec comme objectif principal la mise en place des mécanismes permettant d'accroître les capacités productives du pays, la création d'emplois et la génération de revenus pour le bien-être et la prospérité des citoyens.

Les différents facteurs susmentionnés ont un impact favorable, constatable, sur l'attractivité de la Mauritanie auprès des investisseurs étrangers, et sur la mobilisation de fonds auprès des partenaires au développement.

Composé de dons et de prêts, le financement extérieur constitue une partie importante du budget consolidé d'investissement (22%), qui couvre l'ensemble des programmes et projets d'investissements programmés par le Gouvernement.

Au cours de ce semestre, les dépenses d'investissements exécutées sur financement extérieur ont atteint 4,77 Milliards MRU. Les dons ont constitué 36% des sources de financements pour s'élever à 1,73 Milliards MRU tandis que les prêts ont atteint 3,03 Milliards MRU, soit 64% des parts. L'administration Centrale a bénéficié de 3,13 milliards MRU, soit 65% des financements extérieur, et la part des Entreprises publiques s'est élevée à 1,64 milliards MRU, soit 35% des investissements sur financement extérieur.

Ces dépenses sont passées en revue par secteur d'activités dans les parties qui suivent.⁴

2.2.1.11 2.2.2.1 Développement rural

L'investissement dans le cadre des projets de développement rural au 1^{er} semestre 2024 s'est élevé à 0,65 Milliards MRU, dont 44% de dons octroyés par les différents bailleurs de fonds et 56% de prêt à taux concessionnels.

Ce secteur se compose des rubriques suivantes :

- Agriculture 53% (dont 43% des dons);
- L'élevage 15% (81% provenant des dons) ;
- L'hydraulique villageoise-pastorale (14%) ;
- Le génie rural 10%;
- L'environnement 9% dont l'intégralité provient des dons.

Libellé	Montant
Agriculture	341 746 446,30
Elevage	96 583 028,70
Hydraulique villageoise-pastorale	89 688 014,68
Génie rural	63 160 191,00
Environnement	56 736 742,31
Recherche/Formation/Vulgarisation	1 718 208,00
Total	649 632 630,99

T12: Développement Rural

2.2.1.12 2.2.2.2 Développement industriel

Les dépenses pour le Développement Industriel ont atteint 1,08 Milliards MRU, composé de 75% de financements par prêts, et constitué à 81% de dépenses du secteur de l'énergie.

Libellé	Montant
Energie	882 495 995 ,47
Pêche	193 331 187
Mines hors SNIM	11 400 000
Total	1 087 227 182 ,47

⁴La répartition par secteur des dépenses d'investissement sur financement extérieur ne distingue pas la part des dépenses ayant été exécutées sur le budget de l'État, ni sur les budgets des entreprises publiques ou sur les budgets annexes. Elle est donc présentée afin d'offrir un aperçu des poids respectifs des secteurs d'activités dans les investissements publics de façon consolidée, mais le périmètre va au-delà de celui du rapport et du TOFE qui est limité au budget de l'État central.

T13: Développement Industriel

2.2.1.13 2.2.2.3 Aménagement du territoire

Les dépenses liées à l'aménagement du territoire ont atteint 1,66 Milliards MRU dont 85% financé par des prêts. Ces dépenses sont réparties comme suit :

- Hydraulique urbaine et assainissement (61% de l'enveloppe globale, dont 77% financé par prêts) ;
- Télécommunications 19% (financé par prêts).
- Infrastructures routières 16% (financé intégralement par prêts) ;
- Infrastructures portuaires 3%.

Libellé	Montant
Hydraulique urbaine & Assainissement	1 014 005 871,86
Télécommunications	317 648 862,80
Infrastructures routières	262 986 782,46
Infrastructures portuaires	45 428 226,80
Habitat/Urbanisme/Transport	19 357 419,00
Total	1 659 427 162,92

T14 : Aménagement du Territoire

2.2.2.4 Ressources humaines

Les dépenses relatives aux ressources humaines ont été de 0,49 Milliards MRU, constituées à 76% de dons.

- L'éducation a représenté 39% des dépenses, dont 72% de dons ;
- La santé et les affaires sociales ont atteint 0,19 Milliards MRU, financés à hauteur de 72% par dons ;
- L'emploi a atteint 18% de cette rubrique et a été financé intégralement par dons.

Libellé	Montant
Education	188 534 684,48
Santé et Affaires Sociales	186 968 027,91
Emploi	89 298 730,42
Alphabétisation	12 854 306,00
Justice	10 554 200,00
Total	488 210 000,00

T15 : Ressources Humaines

2.2.2.5 Développement institutionnel

Le développement institutionnel a coûté 0,26 Milliards MRU, dont 91% par prêts pour l'appui à l'administration.

Libellé	Montant
Appui à l'Administration	256 169 700,27

Appui au secteur privée	4 579 000,00
Total	260 748 700,27

T16: Développement Institutionnel

2.2.1.14 2.2.2.6 Projets multisectoriels

Les dépenses d'investissement des projets multisectoriels ont atteint 0,63 Milliards MRU, dont 85% constitués de dons.

2.3. Classification fonctionnelle des dépenses

La classification fonctionnelle se fait conformément à un modèle normalisé qui permet de suivre les flux injectés dans les secteurs de l'économie. L'analyse fonctionnelle effectuée ici concerne **l'ensemble des dépenses**, et va donc au-delà de l'analyse présentée dans la partie 2.2.1, qui se focalise sur la classification fonctionnelle des dépenses d'investissement.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur ce qui constitue une justification de l'écart susmentionné.

Libellé	Montant
Enseignement	9 534 948 681,51
Affaires économiques	9 178 542 808,34
Services publics généraux	4 901 810 347,56
Non classé	3 736 273 973,64
Action et protection sociale	3 390 761 204,98
Défense	2 528 040 080,84
Santé	2 166 525 524,75
Ordre et sécurité publique	2 114 223 906,79
Protection de l'environnement	1 539 990 007,08
Affaires islamiques, culture et loisirs	1 530 334 476,84
Aménagements collectifs et logements	966 117 895,13
TOTAL	41 587 568 907,46

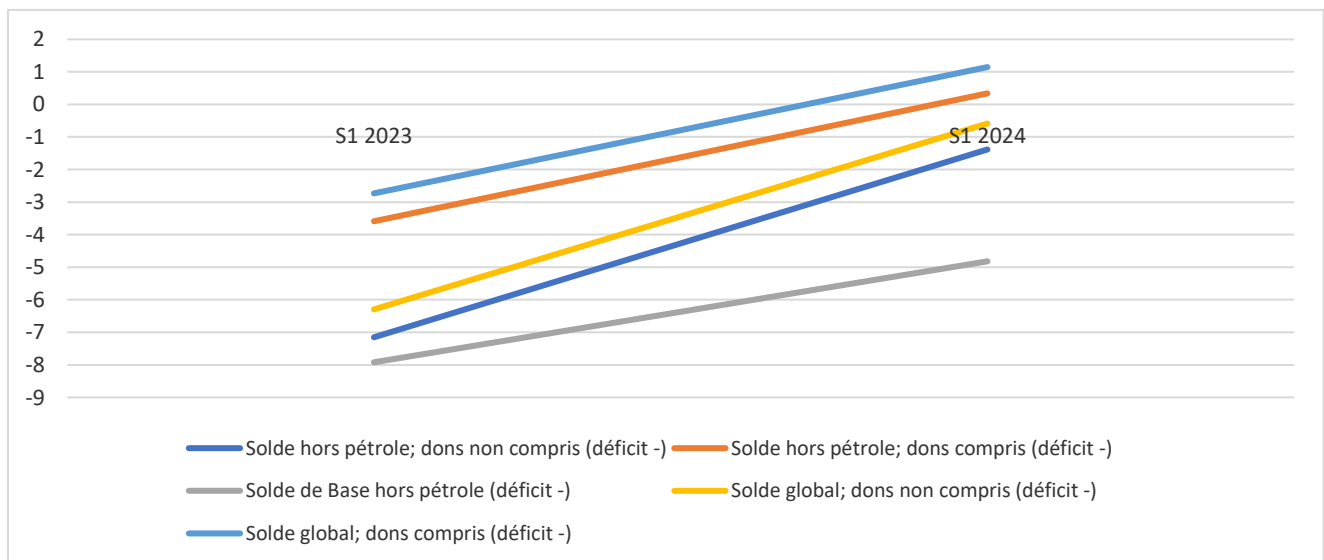
T17 : Répartition des dépenses par fonction principale

Le tableau ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Elles se composent principalement des dépenses de l'enseignement⁵ pour 9,53 Milliards MRU (23%), des affaires économiques pour 9,17 Milliards MRU (22%), des services publics généraux pour 4,90 Milliards MRU (12%), des dépenses non classées pour 3,73 Milliards MRU (9%), de l'action et protection sociale

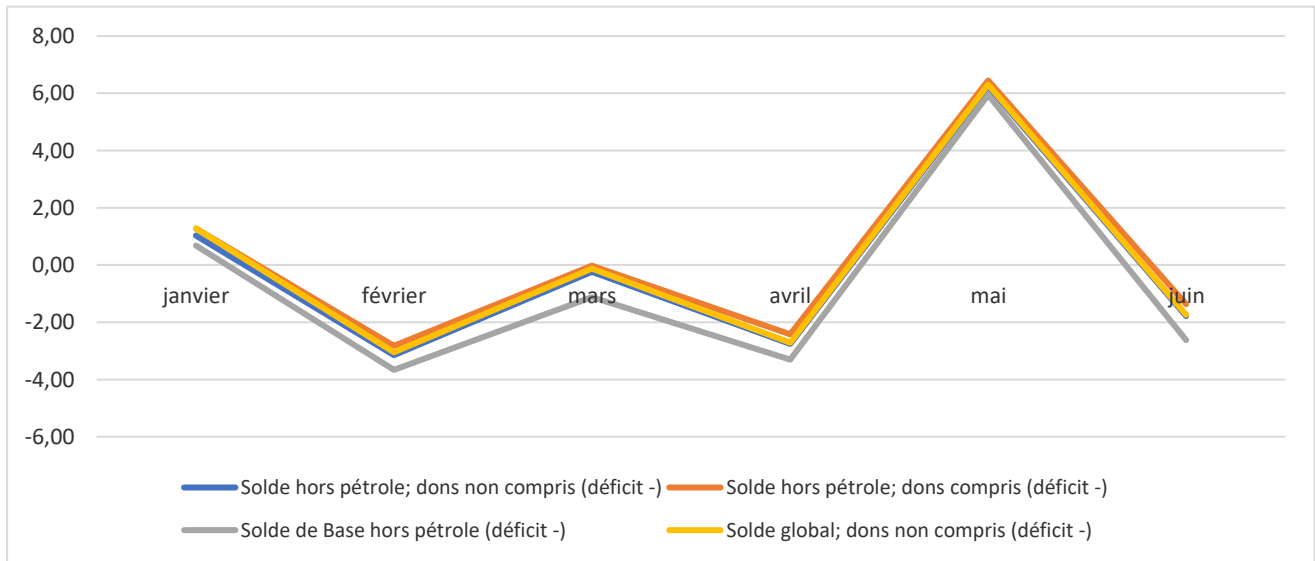
pour 3,39 Milliards MRU (8%), de la défense pour 2,52 Milliards MRU (6%), de la santé pour 2,16 Milliards MRU (5%) et de l'ordre et sécurité publique pour 2,11 Milliards MRU (5%).

3. SOLDES

L'exécution du budget, au titre du premier semestre 2024, fait ressortir un solde budgétaire global excédentaire (total des recettes moins totales des dépenses) de 1,14 Milliards MRU, sur une prévision de -5,14 Milliards MRU. Le solde de base hors pétrole (dons non compris) représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes des hydrocarbures) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette extérieure et les investissements financés par l'extérieur), et permet d'évaluer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux ressources non pérennes, à savoir les dons et les recettes des hydrocarbures, et en excluant les dépenses non-discrétionnaires. Ce solde a enregistré pour l'année 2024 un déficit de 1,39 Milliards MRU, pour un déficit annuel prévu 15,06 Milliards MRU.



Graphique 11:Évolution des soldes



Graphique12: Evolution mensuelle des soldes

4. FINANCEMENT

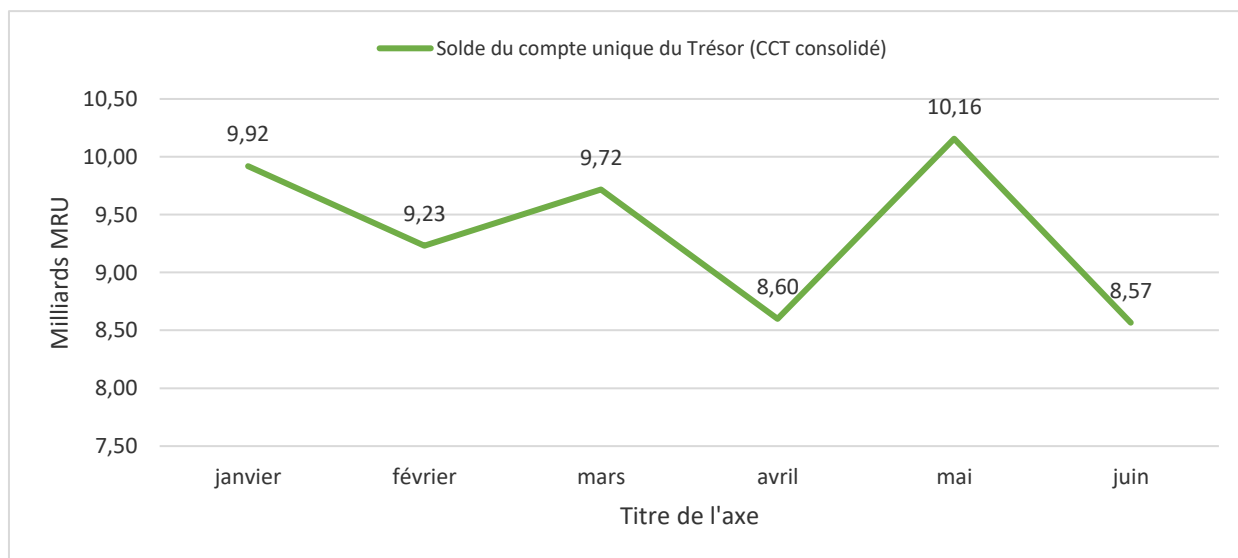
En 2024, les financements ont dégagé un besoin financier d'un montant de 1,14 Milliards MRU, dû principalement aux paiements des instances datant de 2023 et aux amortissements de la dette extérieures au titre de l'exercice 2024.

4.1. Financement intérieur

Au cours de l'année 2024, pour répondre aux besoins financiers de l'État, principalement dus aux instances de paiement au niveau du Trésor (dépenses ordonnancées en 2023 et payées en 2024), et aux amortissements de la dette extérieure, les recours aux financements par émission de titres du Trésor (BT + Obligations du Trésor) et aux disponibilités du Trésor à la BCM ont atteint 7,60 Mds RU.

Le niveau important des paiements en instances constatées au 31 décembre 2023 a permis de clôturer l'année avec un solde de trésorerie supérieur à celui qui a été prévu par la LFR 2023 de 1,51 Mds MRU.

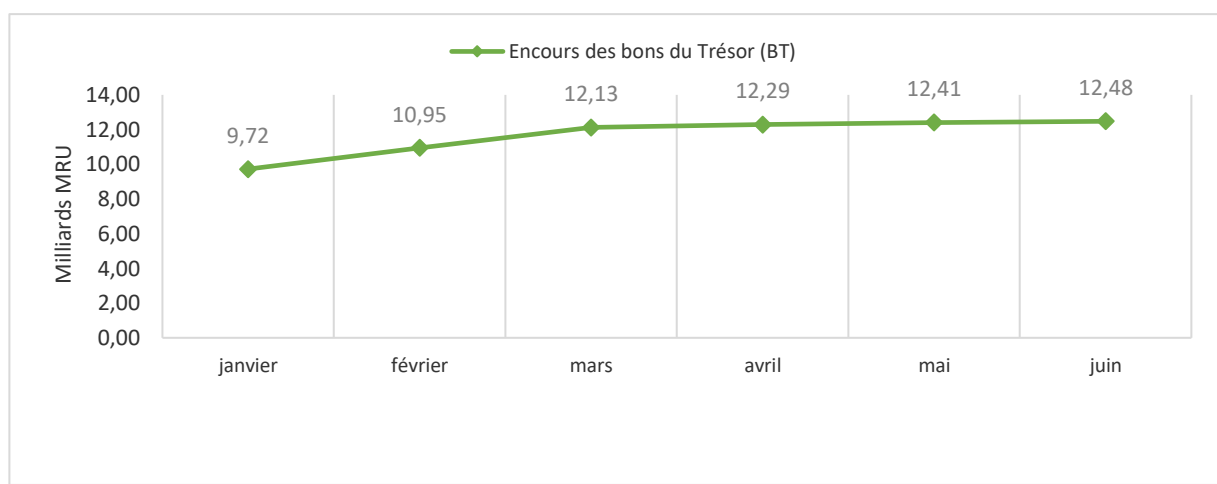
- Le compte unique du Trésor à la BCM a financé les besoins financiers de l'Etat, pour la période susmentionnée, à hauteur de 3,89 Mds MRU. Le solde du CUT-BCM est passé de 12,46 Mds MRU en début d'année à 8,57 Mds MRU au 30 juin 2024.



Graphique 13: Evolution du solde CUT-BCM au premier semestre 2024

Cette performance résulte des efforts déployés pour mobiliser les ressources intérieures, notamment les recettes de l'État et les émissions de Titres du Trésor. En effet, les recettes de l'État ont progressé plus rapidement qu'en 2023, atteignant un taux d'exécution de 45% contre 40,8% à la même période de l'année dernière. De plus, les émissions de Titres du Trésor (BT + OT) ont permis de préserver un matelas de trésorerie confortable, garantissant à l'État l'exécution de ses dépenses, notamment les dépenses imprévues.

En effet, dans une démarche visant à dynamiser le marché des titres du Trésor et contribuer à la politique monétaire menée par la BCM, les financements par Bons du Trésor (BT) et Obligations du Trésor (OT) ont enregistré un surplus financier d'un montant de 3,7 Mds MRU (dont 0,82 Mds d'obligations du Trésor), faisant passer l'encours des Titres du Trésor de 8,78 Mds MRU au 31 décembre 2023 à 12,57 Mds MRU au 30 juin 2024 et permettant d'atténuer la détérioration du solde CUT-BCM de ce même montant.



Graphique 14: Évolution de l'encours des titres du Trésor

4.2. Financement extérieur

Les financements extérieurs pour le premier semestre de l'année 2024 ont enregistré un besoin de financement se situant à hauteur de 3,66 Milliards MRU détaillé comme suit :

- 0,42 Milliards MRU en besoins financiers relatifs au compte pétrolier (FNRH).
- 3,25 Milliards MRU en besoins financiers correspondant aux emprunts extérieurs nets. Ces derniers représentent l'écart entre les paiements relatifs aux amortissements de la dette extérieure (4,69 Milliards MRU) et les nouveaux emprunts (1,44 Milliards MRU).

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	Jan	Fév.	Mar	Avr.	Mai	Jui.	S1 2024
Financement extérieur	(0,45)	(0,43)	(0,62)	(0,88)	(0,20)	(1,08)	(3,66)
Compte pétrolier net	(014)	(0,07)	(0,09)	(0,04)	(0,02)	(0,05)	(0,42)
<i>Recettes pétrolières</i>	<i>(0,14)</i>	<i>(0,07)</i>	<i>(0,09)</i>	<i>(0,04)</i>	<i>(0,02)</i>	<i>(0,05)</i>	<i>(0,42)</i>
Emprunts extérieurs nets	(0,30)	(0,36)	(0,54)	(0,84)	(0,18)	(1,03)	(3,25)
<i>Emprunts nouveaux</i>	<i>0,23</i>	<i>0,17</i>	<i>0,46</i>	<i>0,14</i>	<i>0,20</i>	<i>0,24</i>	<i>1,44</i>
<i>Amortissements de la dette</i>	<i>(0,53)</i>	<i>(0,53)</i>	<i>(1,00)</i>	<i>(0,98)</i>	<i>(0,37)</i>	<i>(1,27)</i>	<i>(4,69)</i>

Tableau 18: Evolution mensuelle du Financement extérieur

CONCLUSION

Le solde primaire (hors secteurs extractifs) d'un déficit de 8,23 Milliards MRU traduit la politique du gouvernement visant à poursuivre ses efforts pour le développement par une politique budgétaire expansionniste.

Ce solde s'est établi par une collecte des recettes (45,84 Milliards MRU) améliorée de +14,6% par rapport à la même période de l'année dernière, malgré les reculs des dons et des recettes pétrolières (respectivement 51% et 6%). Les recettes fiscales (30,6 Milliards MRU, +28%) par la performance des impôts sur les bénéfices et revenus net (+43%) et la Taxe sur la valeur ajoutée des biens et services (+15%), ont contribué à plus de 66% à ce résultat. Également, les recettes non fiscales (12,76 Milliards MRU) qui ont progressé de 10% grâce à la performance des recettes de la pêche et des recettes minières (respectivement 106% et 52%), ont constitué 27,8% du collectif des recettes mettant, au passage, sous lumière l'efficacité des mesures antérieurement prises aux niveaux de ces secteurs.

Cette politique est d'avantage visible s'agissant des dépenses. En effet, si celles-ci (44,7 Milliards MRU) ont augmenté de +5% par rapport à la même période de l'année dernière, elles ont traduit la volonté de l'administration à concentrer ses efforts sur l'investissement, par une action sur les dépenses courantes (29,6 Milliards MRU) qui ont reculé de -7% grâce à la maîtrise des dépenses sur biens et services (-33%). Tandis que les dépenses d'équipement (14,35 Milliards MRU) se sont améliorées de +40% par l'accroissement de 54% de la part des investissements sur financement intérieur et les investissements sur financement extérieur sensiblement accru de 7% dans une dynamique de soutenabilité de la dette extérieure. Les investissements sur financement intérieur ont servi à plus de 50% au développement sectoriel et à la protection sociale tandis que les financements extérieurs ont d'avantage servi à l'aménagement territorial et au développement industriel, bien que l'éducation occupe la première place s'agissant d'investissements consolidés.

ANNEXES

Annexe1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1er semestre 2024

	2023	Jan	Fév.	Mar	Avr	Mai	Juin	Réal.2024	LF2024	Tx Ex.
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)										44,98%
	39,01	6,21	5,56	7,00	8,09	14,00	4,11	45,84	101,92	
Revenus non pétroliers et dons	37,99	5,96	5,45	6,89	8,05	13,95	4,06	45,04	99,84	45,11%
Revenus non pétroliers hors dons	35,50	5,71	5,13	6,68	7,72	13,76	3,64	43,31	92,00	47,07%
Recettes fiscales										47,44%
	23,94	4,59	4,27	5,85	5,02	7,14	3,29	30,60	64,51	
Impôts sur les bénéfices et revenus net	8,42	1,87	1,54	2,08	1,61	2,05	2,85	12,05	19,90	60,54%
<i>BIC et BNC</i>										56,54%
	2,50	0,06	0,16	1,15	0,41	0,12	2,04	3,94	6,98	
<i>dont recettes extractives</i>	0,03	-	-	-	-	-	0,98	0,98	0,64	
<i>Impôt minimum forfaitaire douanes</i>										52,84%
	1,62	0,23	0,47	0,32	0,31	0,53	0,06	1,97	3,72	
<i>ITS</i>	3,69	1,23	0,63	0,51	0,65	0,83	0,68	4,53	7,48	60,54%
<i>Etat</i>	-									
<i>Autres</i>	-									
<i>IRCM</i>										91,48%
	0,21	0,15	0,08	0,03	0,18	0,53	0,01	0,97	1,06	
<i>dont: recettes extractives</i>										

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	0,08	0,06	0,00	-	0,11	0,51	-	0,69	0,40	
IGR	0,00	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00	-	
RSI	0,40	0,20	0,21	0,06	0,07	0,04	0,05	0,63	0,66	96,39%
<i>dont: recettes extractives</i>	-							-		
Taxes sur les biens et services	10,91	1,93	1,75	2,83	2,40	3,21	0,31	12,55	30,14	41,64%
TVA	6,84	1,01	1,30	1,00	1,37	2,49	0,19	7,49	18,62	40,21%
TVA intérieure	-	0,18	0,35	0,11	0,40	0,37	0,19	1,72	6,65	25,83%
TVA sur les importations	-	0,83	0,95	0,90	0,98	2,12		5,77	11,97	48,21%
Taxe unique SNIM et TPS	2,05	0,59	0,09	1,51	0,71	0,09	0,10	3,09	6,55	47,09%
<i>dont: recettes extractives</i>	1,53	0,47	-	1,39	0,61	-	-	2,47	4,58	
Taxe sur les produits pétroliers	0,95	0,13	0,17	0,17	0,16	0,34	-	0,98	2,42	40,37%
Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	0,83	0,08	0,14	0,11	0,13	0,27	(0,00)	0,73	1,98	36,74%
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	0,23	0,12	0,05	0,03	0,03	0,03	0,01	0,27	0,56	48,23%
Taxes sur le commerce international										43,00%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	4,05	0,63	0,79	0,78	0,79	1,71	(0,07)	4,71	10,96	
<i>Importations</i>										43,00%
	4,05	0,63	0,79	0,78	0,79	1,71	(0,07)	4,71	10,96	
Autres recettes fiscales										36,85%
	0,57	0,17	0,19	0,16	0,21	0,16	0,20	1,29	3,51	
<i>Droits de timbres</i>										28,29%
	0,40	0,08	0,11	0,06	0,12	0,09	0,14	0,68	2,39	
<i>Impôts sur la propriété</i>										171,20%
	0,17	0,04	0,03	0,05	0,02	0,02	0,01	0,29	0,17	
<i>Taxe Spéciale sur les Services de Télécommunications (TSST)</i>	-	0,05	0,05	0,04	0,08	0,05	0,06	0,32	0,95	
Recettes non fiscales										46,43%
	11,63	1,14	0,88	0,85	2,71	6,62	0,35	12,76	27,49	
Recettes de la pêche										24,01%
	0,88	0,07	0,42	0,30	0,39	0,46	0,02	1,81	7,54	
Union Européenne Bud.										3,89%
	0,06	-	0,02	0,02	-	0,09	-	0,19	4,78	
Compensation financière										3,68%
	0,04	-	0,01	0,01	-	0,04	-	0,11	2,88	
Armateurs										0,00%
	-	-	-	-	-	-	-	-	1,90	
Droit territorial										
	0,02	-	0,01	0,01	-	0,05	-	0,08		
Redevances										185,13%
	0,77	0,06	0,36	0,25	0,37	0,36	0,00	1,48	0,80	
Taxes (les Bateaux affrétés par les										271,38%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

nationaux)	0,20	0,01	0,26	0,17	0,01	0,25	-	0,76	0,28	
Licences (les étrangers)	0,57	0,05	0,09	0,09	0,36	0,12	0,00	0,72	0,52	138,76%
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	0,02	-	0,04	0,03	0,01	0,01	0,01	0,10	1,79	5,79%
Amendes	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,04	0,17	21,70%
Recettes minières	1,23	0,89	0,05	0,00	0,83	0,08	-	1,85	3,16	58,67%
Recettes cadastrales	-	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01	-	0,02	0,12	20,36%
Recettes d'exploitation	-	0,89	0,04	-	0,83	0,07	-	1,83	0,02	11945,71%
Autres recettes minières (Royalties)	1,23	-	-	-	-	-	-	-	3,03	0,00%
Dividendes et redevances des entreprises publiques	5,83	-	-	-	1,02	4,72	-	5,74	6,97	82,45%
SNIM	4,93	-	-	-	-	4,60	-	4,60	5,26	87,43%
BCM	0,50	-	-	-	1,00	-	-	1,00	0,50	200,00%
Mauritel	0,19	-	-	-	-	-	-	-	0,49	0,00%
Panpa	0,17	-	-	-	-	-	-	-	0,45	0,00%
portndb										0,00%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	0,03	-	-	-	-	-	-	-	0,16	
<i>Autres</i>	0,01	-	-	-	0,02	0,12	-	0,14	0,11	
Dette r�troced�e et recouvrements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SNIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SOMELEC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SOGEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Comptes spéciaux	2,96	0,09	0,32	0,50	0,38	0,32	0,26	2,14	7,02	30,48%
<i>Secteur pétrole</i>	-									
<i>CAS hors pétrole</i>	2,96	0,09	0,32	0,50	0,38	0,32	0,26	2,14	7,02	30,48%
<i>dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recettes en capital	0,09	0,05	0,02	0,01	0,01	0,61	0,00	0,72	0,19	376,35%
<i>Ventes de terrain</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0,19	0,00%
<i>Hors ventes de terrain</i>	0,09	0,05	0,02	0,01	0,01	0,61	0,00	0,72		
Autres										19,07%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	0,64	0,04	0,06	0,04	0,07	0,41	0,07	0,50	2,62	
Dons										22,05%
	2,50	0,25	0,33	0,21	0,33	0,19	0,42	1,73	7,84	
Dons projets										24,57%
	1,56	0,25	0,33	0,17	0,33	0,19	0,42	1,68	6,86	
Aide Budgétaire										4,44%
	0,94	-	-	0,04	-	-	-	0,04	0,98	
Recettes exceptionnelles	-									
Recettes pétrolières										38,62%
	1,02	0,25	0,11	0,11	0,04	0,05	0,05	0,80	2,08	
Recettes fiscales										
	0,07	0,03	0,02	0,01	-	-	-	0,06	-	
BIC	-	-	-	-	-	-	-	-		
ITS	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-		
Recettes non fiscales										35,83%
	0,95	0,22	0,09	0,10	0,04	0,05	0,05	0,75	2,08	
Bonus/Redevances	-	-	-	-	-	-	-	-		
Revenu du capital										
	0,03	-	-	-	-	-	-	0,18		
GTA										

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	0,50	0,05	-	-	-	-	-	0,05		
Autres										24,37%
	0,42	0,17	0,09	0,10	0,04	0,05	0,05	0,51	2,08	
Dépenses et prêts nets										41,75%
	42,64	4,68	8,28	6,92	10,48	7,51	5,43	44,70	107,06	
Dépenses courantes	32,14									44,74%
		3,69	4,49	4,82	7,38	4,90	3,81	29,64	66,24	
Salaires et traitements										52,13%
	13,08	2,14	2,40	1,90	2,41	2,22	1,82	12,97	24,87	
Biens et services										32,58%
	6,18	0,55	0,14	0,64	1,08	0,90	0,72	4,17	12,80	
Transferts courants										37,01%
	7,72	0,76	0,17	1,11	2,49	0,86	0,34	5,74	15,50	
Intérêts sur la dette publique										65,07%
	1,55	0,11	0,34	0,47	0,41	0,11	0,59	2,03	3,12	
Dette intérieure										107,90%
	0,38	0,04	0,07	0,22	0,04	0,06	0,24	0,68	0,63	
Dette extérieure										54,23%
	1,17	0,07	0,26	0,25	0,37	0,05	0,35	1,35	2,49	
Comptes spéciaux										30,48%
	2,96	0,09	0,32	0,50	0,38	0,32	0,26	2,14	7,02	
Dépenses d'équipement	9,83									35,16%
		0,88	3,67	1,98	2,98	2,49	1,50	14,35	40,82	
Investissements financés par extérieu										26,30%
	2,74	0,48	0,50	0,63	0,47	0,39	0,66	3,13	11,90	
Investissements financés par intérieur										38,81%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	7,09	0,40	3,17	1,35	2,51	2,10	0,84	11,23	28,92	
Restructurations et prêts nets (déficit de la caisse de retraite)	0,66	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,12	0,71	-	
Réserves communes	0,25	0,03	1,11	0,12	0,57	0,45	0,06	2,38	2,93	81,47%
Autres dépenses	0,36	0,00	0,01	0,08	0,04	0,03	0,03	0,21	-	
Solde hors pétrole, dons non compris (déficit -)	(7,14)	1,02	(3,15)	(0,24)	(2,75)	6,25	(1,79)	(1,39)	(15,06)	9,22%
Solde hors pétrole, dons compris (déficit -)	(4,64)	1,28	(2,83)	(0,03)	(2,42)	6,44	(1,37)	0,34	(7,22)	-4,72%
Solde de Base hors pétrole (déficit -)	(8,99)	0,68	(3,66)	(1,12)	(3,30)	5,94	(2,62)	(4,82)	(22,23)	21,67%
Solde global, dons non compris (déficit -)	(6,12)	1,28	(3,05)	(0,13)	(2,71)	6,30	(1,73)	(0,58)	(12,98)	4,50%
<i>Solde primaire hors secteurs extractifs</i>	<i>(10,85)</i>	<i>(0,04)</i>	<i>(2,55)</i>	<i>(0,95)</i>	<i>(3,57)</i>	<i>1,36</i>	<i>(1,76)</i>	<i>(8,23)</i>	<i>(18,14)</i>	<i>45,38%</i>
Solde global, dons compris (déficit -)	(3,62)	1,53	(2,72)	0,08	(2,38)	6,50	(1,32)	1,14	(5,14)	-22,25%
Financement	3,62	(1,53)	2,72	(0,08)	2,38	(6,50)	1,32	(1,14)	5,14	-22,25%
Financement intérieur	8,12	(1,06)	3,17	0,56	3,25	(6,25)	2,36	2,05	8,51	24,09%
<i>Financement intérieur Ajusté</i>	<i>7,30</i>	<i>(1,06)</i>	<i>3,17</i>	<i>0,56</i>	<i>3,25</i>	<i>(6,25)</i>	<i>2,36</i>	<i>2,05</i>	<i>8,51</i>	<i>24,09%</i>
Financement bancaire										88,75%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	9,73	3,59	1,71	0,52	1,01	(1,16)	1,88	7,55	8,51	
BCM										51,83%
	7,96	2,54	0,69	(0,49)	1,12	(1,56)	1,59	3,89	7,51	
CUT-BCM										51,83%
	7,14	2,54	0,69	(0,49)	1,12	(1,56)	1,59	3,89	7,51	
Moyens de paiement										
	(2,33)	(6,82)	(0,04)	(2,73)	(1,08)	(0,28)	0,15	(4,53)		
Valeurs à l'encaissement										
	0,18	0,02	(0,05)	(0,05)	(0,02)	0,04	(0,05)	(0,11)		
Comptes divisionnaires										
	0,21	-	-	-	-	-	-			
Allègements										
	0,02	-	-	-	-	-	-			
CAS										
	(0,49)	-	-	-	-	-	-			
Autres										
	(0,03)	-	-	-	-	-	-			
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)										
	1,10	-	-	-	-	-	-			
Encaisses										
	(0,35)	(0,12)	0,05	(0,04)	0,09	(0,07)	(0,01)	(0,11)		
Banques commerciales										366,01%
	1,77	1,05	1,02	1,00	(0,11)	0,40	0,29	3,66	1,00	
BT bancaires										
	1,56	0,89	0,89	0,84	(0,59)	0,12	(0,20)	1,94	-	
BIT bancaires										

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	(0,10)	-	0,10	0,30	0,35	0,30	0,43	1,48	1,00
Obligations cautionnées	0,31	0,17	0,03	(0,13)	0,13	(0,02)	0,06	0,24	-
Financement non-bancaire (BT- non-bancaire)	(0,13)	0,06	0,24	0,05	0,40	(0,30)	(0,16)	0,29	-
Débiteurs intérieurs	(0,90)	(0,63)	0,14	0,15	(0,65)	(3,18)	2,34	(2,10)	-
Variation des arriérés intérieurs	1,16	0,01	0,84	0,83	0,42	(0,10)	(0,13)	1,75	
Accumulation	1,16	0,01	0,84	0,83	0,42	(0,10)	(0,13)	1,75	
Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	1,23	2,89	0,41	1,84	3,15	(1,23)	(1,41)	(0,10)	
Autres financements intérieurs	(0,48)	(0,05)	(0,12)	(0,01)	(0,08)	0,02	(0,25)	(0,58)	
Financement extérieur	-3,61	(0,45)	(0,43)	(0,62)	(0,88)	(0,20)	(1,08)	(3,66)	108,98%
Compte pétrolier net	(0,29)	(0,14)	(0,07)	(0,09)	(0,04)	(0,02)	(0,05)	(0,42)	20,07%
Recettes pétrolières	(0,29)	(0,14)	(0,07)	(0,09)	(0,04)	(0,02)	(0,05)	(0,42)	20,07%
Contribution du FNRH	-	-	-	-	-	-	-	-	
Débiteur extérieurs	(0,00)	(0,00)	-	(0,00)	(0,00)	0,00	(0,00)	-	
Autres net									

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

	(3,32)	(0,30)	(0,36)	(0,54)	(0,84)	(0,18)	(1,03)	(3,25)	
Emprunts extérieurs (net)									70,66%
	(3,32)	(0,30)	(0,36)	(0,54)	(0,84)	(0,18)	(1,03)	(3,25)	(4,59)
Nouveaux emprunts									28,65%
	2,26	0,23	0,17	0,46	0,14	0,20	0,24	1,44	5,04
Amortissements de la dette									48,69%
	(5,57)	(0,53)	(0,53)	(1,00)	(0,98)	(0,37)	(1,27)	(4,69)	(9,63)
Financement extérieur exceptionnel									
	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prêt budgétaire FMI									3,31
	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variation comptes de liaison comptable des chancelleries									
	-								
Erreurs et omissions									
	0,07	0,03	0,02	0,02	(0,01)	0,04	(0,04)	(0,47)	0,01

Annexe 2 : Classification fonctionnelle des dépenses

Libellé	Montant
Action et protection sociale	3 390 761 204,98
Action et protection sociale n.c.a.	124 146 850,00
Protection sociale	124 146 850,00
Affaires générales concernant l'action sociale	3 266 614 354,98
Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	2 828 771 352,02
Microfinance	11 904 250,00
Sécurité alimentaire	425 938 752,96
Prestations sociales	-
Prestations de vieillesse	-
Affaires économiques	9 178 542 808,34
Affaires concernant la recherche et le développement économique	139 054 077,92
Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	48 273 758,56
Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	90 780 319,36
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	213 023 418,24
Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	174 520 148,66
Programme de lutte contre le chômage	38 503 269,58
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	213 806 873,09
Artisanat	6 950 646,04
Promotion du commerce extérieur	38 106,00
Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	206 818 121,05
Combustibles et énergie	2 668 592 764,04
Energies renouvelables	322 955 138,78
pétrole et gaz naturel	2 345 637 625,26
Communications	14 059 043,00
Affaires générales en matière de communication	235 943,00
Poste	13 823 100,00
Développement rural	2 078 008 450,62

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

Affaires générales concernant le développement rural	664 995 370,45
Agriculture	954 714 397,01
Développement irrigué	31 827 697,50
Pêche	426 470 985,66
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	685 411 145,36
Industries extractives de ressources minérales	377 251 508,76
Travaux publics	308 159 636,60
Transport	3 166 587 036,07
Transport par voie aérienne	25 815 786,37
Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	3 088 746 881,46
Transports maritimes et fluviaux	52 024 368,24
Affaires islamiques, culture et loisirs	1 530 334 476,84
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	536 622 835,41
Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	536 622 835,41
Services concernant la culture	494 675 722,03
Activités artistiques et culturelles	90 360 925,37
Jeunesse et loisirs	398 452 398,46
Services concernant la jeunesse et sport n.c.a	5 862 398,20
Services concernant les affaires islamiques	499 035 919,40
Services concernant les affaires islamiques	499 035 919,40
Aménagements collectifs et logements	966 117 895,13
Aménagements collectifs et logement n.c.a.	16 899 050,00
Aménagements collectifs et logements n.c.a.	16 899 050,00
Approvisionnement en eau	426 079 987,54
Approvisionnement en eau potable	426 079 987,54
Développement collectif	523 138 857,59
Développement collectif	523 138 857,59
Défense	2 528 040 080,84
Défense civile	742 456 948,00
Défense civile	742 456 948,00
Défense militaire	1 785 583 132,84

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

Défense militaire	1 785 583 132,84
Enseignement	9 534 948 681,51
Enseignement du troisième degré	4 632 514 347,62
Enseignement du troisième degré non différencié	498 827 652,79
Enseignement technique supérieur	4 133 686 694,83
Enseignement n.c.a.	4 795 820 411,11
Affaires générales concernant l'enseignement	4 795 820 411,11
Enseignement non défini par le niveau	66 189 841,80
enseignement technique	66 189 841,80
Enseignement préprimaire et primaire	2 210 392,00
Alphabétisation	2 210 392,00
Enseignement secondaire	38 213 688,98
Enseignement secondaire technique	38 213 688,98
Non classé	3 736 273 973,64
Non Classé	3 736 273 973,64
Non classé	3 736 273 973,64
Ordre et sécurité publique	2 114 223 906,79
Ordre et sécurité n.c.a.	1 423 447 342,97
Ordre et sécurité n.c.a.	1 423 447 342,97
Prisons	97 086 157,99
Prisons	97 086 157,99
Services de la justice	433 781 949,83
Cour suprême	69 653 002,34
Parquets	91 654 870,00
Services généraux de la justice	272 474 077,49
Services de protection contre l'incendie	145 002 717,00
Services de protection civile	145 002 717,00
Services généraux de sécurité publique	14 905 739,00
Services généraux de sécurité publique	14 905 739,00
Protection de l'environnement	1 539 990 007,08
Gestion des eaux usées	589 087 308,37

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

Gestion des eaux usées	589 087 308,37
Protection de la biodiversité et de l'environnement	865 594 376,51
Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	865 594 376,51
Protection de l'environnement n.c.a.	48 698 720,00
Protection de l'environnement n.c.a.	48 698 720,00
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	36 609 602,20
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	36 609 602,20
Santé	2 166 525 524,75
Affaires générales concernant la santé	1 754 294 693,65
Affaires générales concernant la santé	1 754 294 693,65
Consultations externes	33 087 614,04
Services de médecine générale	13 401 998,00
Services paramédicaux	19 685 616,04
Recherche et développement dans le domaine de la santé	20 017 943,60
Recherche et développement dans le domaine de la santé	20 017 943,60
Services concernant la santé publique	64 637 970,21
Centre de transfusion sanguine	11 773 550,71
Ecoles concernant la santé publique	39 573 422,50
Santé mentale	13 290 997,00
Services hospitaliers	294 487 303,25
Services hospitaliers généraux	294 487 303,25
Services publics généraux	4 901 810 347,56
Opérations au titre de la dette publique	-
Opérations au titre de la dette publique	-
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	2 176 760 236,21
Affaires étrangères	143 873 283,45
Institutions républicaines	776 268 441,68
Organes de contrôle	327 497 912,84
organes exécutifs au niveau national	661 031 344,04
Organes législatifs au niveau national	268 089 254,20
Recherche fondamentale	143 846 791,43

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Premier Semestre 2024

Recherche fondamentale	143 846 791,43
Services des affaires financières et budgétaires	1 124 915 495,47
Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	118 099 801,46
Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	318 912 702,88
Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	29 490 748,00
Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	278 269 145,69
Services fiscaux	303 141 289,02
Services généraux des affaires financières et budgétaires	77 001 808,42
Services généraux de l'administration	855 858 987,95
Services de la planification générale et services statistiques généraux	-
Services généraux chargés de la décentralisation	786 304 765,20
Services généraux de l'administration du développement	69 554 222,75
Services publics généraux non classés ailleurs	600 428 836,50
Renforcement des capacités du secteur public	25 010 043,00
Services publics concernant l'état-civil	160 268 160,00
Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG...)	415 150 633,50
Total général	41 587 568 907,46

Annexe 3 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs

SECTEUR	DONS	PRETS	Total
Développement Rural	287 323 326,27	362 309 304,72	649 632 630,99
Agriculture	145 603 102,00	196 143 344,30	341 746 446,30
Génie rural	-	63 160 191,00	63 160 191,00
Hydraulique villageoise-pastorale	4 858 110,00	84 829 904,68	89 688 014,68
Elevage	78 407 163,96	18 175 864,74	96 583 028,70
Environnement	56 736 742,31	-	56 736 742,31
Recherche/Formation/Vulgarisation	1 718 208,00	-	1 718 208,00
Développement Industriel	269 487 808,99	817 739 373,48	1 087 227 182,47
Pêche	193 331 187,00	-	193 331 187,00
Mines hors SNIM	-	11 400 000,00	11 400 000,00
Energie	76 156 621,99	806 339 373,48	882 495 995,47
Aménagement du Territoire	251 351 816,42	1 408 075 346,50	1 659 427 162,92
Habitat/Urbanisme/Transport	19 357 419,00	-	19 357 419,00
Hydraulique urbaine & Assainissement	230 697 397,42	783 308 474,44	1 014 005 871,86
Infrastructures routières	-	262 986 782,46	262 986 782,46
Infrastructures portuaires	1 297 000,00	44 131 226,80	45 428 226,80
Télécommunications	-	317 648 862,80	317 648 862,80
Ressources Humaines	369 178 222,81	119 031 726,00	488 209 948,81
Justice	10 554 200,00	-	10 554 200,00
Education	135 557 264,48	52 977 420,00	188 534 684,48

Santé et Affaires Sociales	133 768 027,91	53 200 000,00	186 968 027,91
Alphabétisation	-	12 854 306,00	12 854 306,00
Emploi	89 298 730,42	-	89 298 730,42
Développement Institutionnel	23 579 000,00	237 169 700,27	260 748 700,27
Appui à l'Administration	19 000 000,00	237 169 700,27	256 169 700,27
Appui au secteur privé	4 579 000,00	-	4 579 000,00
Projets multisectoriels	537 674 393,41	92 016 268,00	629 690 661,41
Projets multisectoriels	537 674 393,41	92 016 268,00	629 690 661,41
TOTAL GENERAL	1 738 594 567,90	3 036 341 718,97	4 774 936 286,87